

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

*Emploi. Économie Sociale. Développement local. Les nouvelles filières*, Yvan COMEAU, Louis FAVREAU, Benoît LÉVESQUE et Marguerite MENDELL, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001, 336 p.

par Geneviève Shields

*Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2, 2003, p. 234-237.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/009855ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

---

# Emploi. Économie Sociale. Développement local. Les nouvelles filières

Yvan COMEAU, Louis FAVREAU,  
Benoît LÉVESQUE et Marguerite MENDELL  
Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec  
2001, 336 p.

Quiconque ayant un intérêt pour les mutations de l'État-providence aura saisi que, depuis une dizaine d'années, le Québec tend à proposer des réponses inédites afin de relancer l'économie et l'emploi au sein des collectivités locales et régionales. Cependant, l'analyse de ces nouveaux développements peut paraître ardue tellement les changements en cours sont rapides et profonds. Le présent ouvrage, qui s'intéresse de près à la question, tente d'aider le lecteur à mieux cerner les fondements et les caractéristiques de ces initiatives québécoises dans le champ de l'économie sociale et du développement local. Pour les auteurs, les initiatives mises en œuvre dans les localités et soutenues par un État partenaire, pourraient bien représenter un compromis salutaire entre les dérives néolibérales et la pensée uniformisante d'un *tout-à-l'État*. À la lumière de recherches empiriques et qualitatives sur le phénomène, les auteurs nous présentent la configuration québécoise actuelle dans ce qu'elle possède de plus novateur en matière de développement, soit la caractéristique particulière de lier l'économie à des formes de gouvernances locales s'attachant à définir les enjeux socioéconomiques de leurs propres territoires.

Ce n'est toutefois pas un ouvrage inédit puisque les auteurs ont déjà abordé la question dans certaines parutions antérieures. En effet, on connaît déjà la qualité de la réflexion de ces professeurs et chercheurs, qui forment ici une alliance riche, permettant d'aller au-delà des analyses fragmentées trop souvent rencontrées. L'enracinement communautaire de ces penseurs

du développement alternatif est tangible. Non seulement leurs analyses théoriques sont transversales, mais leurs hypothèses de recherche se fondent sur un solide ancrage dans la réalité des communautés étudiées.

Pour nous aider à cheminer dans la compréhension des « nouvelles filières », les auteurs s'attardent dans un premier temps, à revisiter les réponses apportées à la crise de l'emploi par le Québec depuis les 20 dernières années. Le chapitre II, pour sa part, est centré sur la clarification des dimensions théoriques et conceptuelles des notions d'insertion, de microfinance, de développement local et d'économie sociale. Les chapitres III et IV constituent le cœur de l'ouvrage ; pour l'essentiel, il s'agit d'une présentation détaillée d'expériences significatives en matière de soutien par la microfinance et d'insertion dans les entreprises sociales. Le chapitre V, ainsi que la conclusion, ont tôt fait de répondre à quelques interrogations qui peuvent surgir dans l'esprit du lecteur au cours de sa lecture des cas présentés. On y traite du sens des transformations en cours en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, ainsi que des perspectives d'avenir en regard du renouvellement du modèle de développement québécois. Il est à noter que les contraintes et les risques de ces initiatives sont abordés de manière franche, tout en étant cohérents avec une forme de plaidoyer en faveur de celles-ci.

## **LES NOUVELLES FILIÈRES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

Au cours des 20 dernières années, la société québécoise s'est fortement investie dans la redéfinition des formes d'intervention dans le champ de l'emploi. En effet, non seulement les politiques de main-d'œuvre et de développement se sont jointes à une vaste réorganisation structurelle des pouvoirs et des institutions, mais elles se sont modelées à partir d'une concertation élargie de tous les acteurs sociaux. L'enjeu de l'emploi, au cœur de la mobilisation, a eu pour conséquence d'introduire, dans la concertation des acteurs, des visées de développement local et d'économie solidaire. Ces nouvelles politiques publiques ont donc engendré une nouvelle génération d'organismes plus près du service public en matière de réponses à la crise. Au dire des auteurs, ces nouveaux dispositifs proposant des initiatives décentralisées ne sont plus dans un processus d'expérimentation ; ils sont véritablement institués en filières dans des champs d'action spécifiques. Yvan Comeau, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell nous proposent donc d'étudier de plus près deux de ces champs : la microfinance et les pratiques d'insertion par le travail.

La première filière, celle de l'emploi par le développement local, a permis au Québec de se doter de nombreux outils de financement décentralisés

permettant une souplesse inédite dans le soutien aux projets de revitalisation des communautés locales. À cet effet, les auteurs font état de plusieurs formes de Fonds institutionnalisés : Fonds communautaires et coopératifs, Fonds hybrides de développement local ainsi qu'un Fonds public. On constate que l'ensemble de ces fonds s'est déployé dans un espace boudé par les institutions financières traditionnelles. En effet, le peu d'attrait de ces dernières, en raisons des risques inhérents au démarrage de très petites entreprises, allait donner lieu à une forme d'initiative où le microcrédit s'unit à un partage collectif des risques, et ce, afin de répondre aux besoins des territoires. Nonobstant la gestion démocratique et autonome de ces fonds, c'est précisément la volonté d'accompagner ces projets d'entreprises qui confère à la microfinance un caractère multidimensionnel, où le soutien personnalisé est adapté dans le but de maximiser les chances de pénétration du marché ainsi que celles de s'y maintenir. Plus encore, ces nouvelles formes collectives de capitalisation visent essentiellement à conjuguer viabilité économique et utilité sociale des projets. Par leur appartenance à une mobilisation des acteurs socioéconomiques locaux, de tels projets d'entreprises peuvent faire la différence dans le développement des communautés, en plus de contribuer activement à la réinsertion de personnes démunies sur le plan de l'emploi.

La deuxième filière, celle du développement de l'emploi par l'économie sociale, permet au lecteur de prendre connaissance des pratiques développées dans le champ de l'insertion par l'activité économique. En effet, plusieurs formes d'intervention en matière de développement de l'emploi se sont concrétisées autour d'initiatives relevant de groupes d'entraide économique, de formation à l'emploi, d'entreprises d'insertion et de coopératives de travail. Cette filière, étayée par de nombreuses illustrations, apparaît aussi comme celle où les enjeux sont les plus nombreux, puisque la dynamique dans laquelle elle s'inscrit est au cœur de profondes mutations. On comprendra que ces organismes, loin de se cantonner à un rôle purement palliatif, sont des acteurs émergents qui contribuent à refaçonner l'État social. Par le service public à proximité et leur ancrage respectif dans les communautés locales, ces initiatives font toutefois face à des défis de taille qui sollicitent grandement leurs capacités réelles à susciter la prise en charge des besoins par le milieu et à questionner la logique productiviste propre à la dynamique d'application des programmes visant les sans-emploi.

Cependant, les auteurs nous rappellent que ces pratiques d'insertion ne découlent pas en elles-mêmes d'une politique publique, mais qu'elles en sont plutôt l'inspiration. En effet, si l'institutionnalisation encore timide de ces dernières s'est effectuée par le biais d'un soutien financier étatique, les auteurs nous informent qu'elles étaient présentes depuis bon nombre d'années et qu'elles ont émergé dans le sillage des grands mouvements

sociaux. Ainsi, l'économie sociale à *la québécoise*, par le biais des pratiques d'insertion, se voit, plus qu'ailleurs, enracinée dans les communautés locales et, de ce fait, imbriquée au développement local des milieux. Mais, comme nous le rappellent Comeau *et al.*, ces pratiques ne formant pas un modèle commun, il y a lieu de penser que certains dispositifs seraient plus fortement inscrits que d'autres dans une mobilisation locale. L'aspect salutaire de ces nouvelles formes d'intervention tiendrait précisément de leur capacité à dépasser l'approche bureaucratique traditionnelle caractérisant la prestation de services publics. Pour participer pleinement à la redéfinition des façons de faire, ces initiatives doivent miser sur un enracinement dans le partenariat local, ainsi que sur une approche d'*empowerment* qui contraste avec la logique clientéliste des institutions étatiques.

### **QUAND L'ÉCONOMIE SE CONJUGUE AU SOCIAL ...**

À la lumière des constats faits par les auteurs, on est autorisé à penser que le Québec se situe dans un contexte de transformation de son économie. Désormais régulée par l'addition de nouveaux acteurs, celle-ci pourrait bien participer à la construction de formes de participation et de représentation démocratiques de la société civile. Allier l'économie à l'utilité sociale par le biais de stratégies de développement local et d'économie sociale, c'est aussi faire le pari de nouvelles alliances, de nouveaux leviers d'entraide et d'une humanisation de la question de l'emploi et du rapport au travail. Dans un contexte où la modernisation de l'État est au cœur des discussions sur l'avenir du Québec, les auteurs auront contribué à nous démontrer qu'il est possible de faire mieux et autrement. Quoi qu'il en soit, on comprend bien que les débats soulevés par l'espace que tend à occuper le tiers secteur ne sont pas près de s'apaiser. En effet, ce type de débat de société touche une corde sensible chez les tenants d'une approche sociale étatiste qui voient dans l'économie sociale une certaine forme de privatisation non souhaitable. Après avoir pris connaissance de ces phénomènes, peu évoqués dans les analyses en cours, le lecteur sera tenté de pousser plus loin la réflexion. Les auteurs ayant prévu le coup, une imposante bibliographie et une liste de groupes de référence permettront d'approfondir les aspects soulevés dans le livre. Ainsi, le lecteur pourra à loisir tenter d'enrichir les scénarios proposés en vue de la transformation du modèle de développement, pour ainsi alimenter, à sa façon, le débat sur la nécessité de redéfinir un nouveau contrat social propre au Québec.

Geneviève SHIELDS  
Étudiante à la maîtrise en intervention sociale  
Université du Québec à Montréal